Le G-20 estime qu'il serait prématuré de mettre fin aux politiques de soutien à l'économie

07/11/2009 à 22h43

Les ministres des Finances du G-20, réunis à St. Andrews, en Ecosse, se sont engagés samedi à poursuivre leur politique de soutien à l'économie tant qu'une reprise internationale ne sera pas assurée, et ils ont promis d'agir pour s'attaquer à la menace du changement climatique.



Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a déclaré que le *"processus de croissance commence maintenant"*, mais a averti qu'un arrêt trop rapide des mesures de soutien serait néfaste pour l'économie.

Il a précisé que les chiffres rendus publics vendredi aux Etats-Unis, avec un taux de chômage de 10,2% sans précédent depuis 26 ans, *"confirment qu'il y a toujours un environnement économique très dur"*.

"Si on arrête trop rapidement, nous affaiblirons l'économie et le système financier, le chômage augmentera, davantage d'entreprises échoueront, les déficits budgétaires augmenteront, et le coût final de la crise sera plus élevé", a-t-il affirmé.

Dans une déclaration rendue publique à la fin de leur sommet, les représentants des pays riches et en développement du G-20 ont fait état d'une amélioration des conditions économiques et

financières.

> ***Ils ont cependant souligné que la reprise était "inégale" et restait "dépendante" des politiques de soutien, le chômage élevé demeurant une préoccupation majeure.***
>
> ***Cette déclaration atténue les divisions entre dirigeants concernant la manière d'assurer dans l'avenir la croissance internationale.***
>
> ***La Grande-Bretagne, le pays hôte toujours touché par la récession, veut poursuivre les efforts pour soutenir une reprise toujours fragile, alors que d'autres pays du G-20, dont les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, sont plus pressés de discuter de la façon de mettre un terme aux mesures de soutien pour stimuler la croissance.***

Les participants se sont par ailleurs engagés à agir pour s'attaquer à la menace du changement climatique et à oeuvrer en faveur d'un *"résultat ambitieux"* lors de la conférence de Copenhague en décembre prochain.

Une assistance financière est à l'étude pour aider les pays les plus pauvres à développer des technologies vertes.

Plus tôt samedi, le Premier ministre britannique Gordon Brown a déclaré aux ministres des Finances qu'il était temps de songer à une taxe financière, comme une taxe sur les opérations financières, qui pourrait soutenir un *"fonds"* susceptible de servir de tampon pour de futurs renflouements.

Il a déclaré que les banques avaient besoin d'*"un meilleur contrat économique et social"* reflétant leurs responsabilités vis-à-vis de la société. Mais il a souligné que la Grande-Bretagne ne pouvait pas agir seule pour imposer une taxe et que les mesures devraient être appliquées par l'ensemble des grands centres financiers.

La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne et d'autres

pays ont consacré des centaines de milliards de dollars à sauver des entreprises financières ayant subi de lourdes pertes à la suite d'investissements risqués.

Le G-20 comprend l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Grande-Bretagne, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, la Turquie, les Etats-Unis et la présidence tournante de l'Union européenne.

Associated Press (via Challenges)